

Esquisse historique de l'éducation au Congo,

2. Etat indépendant du Congo

La première partie de la présente étude, qui à terme comptera six chapitres successifs, a porté sur la période allant de la découverte de l'embouchure du fleuve Congo par Diego Cao (ou Cam en français) en 1482, à la création de l'Etat indépendant du Congo (EIC), par les efforts conjugués de Stanley et de Léopold II.

Pour le confort du lecteur, l'introduction du chapitre 1 précisait en sus l'approche retenue par l'auteur. Le chapitre lui-même se focalisait sur la première ouverture du Congo au monde occidental, au début du 16e siècle, pour glisser rapidement vers l'échec de celle-ci sous les coups de boutoir des esclavagistes, arabes à l'Est et européens à l'Ouest. Les grands empires noirs, pris dans l'étau des ambitions et rivalités économiques des pays occidentaux, s'effondrèrent progressivement ; les tribus isolées, menacées de toutes parts, n'eurent d'autres opportunités que de se replier sur l'éducation traditionnelle telle qu'elles la pratiquèrent depuis leur arrivée en Afrique subsaharienne. Toujours sans écriture, le lingala et le kikongo par exemple connurent un appauvrissement, essentiellement pour des raisons de simplification de la communication entre autochtones et chasseurs d'esclaves.

Cette éducation traditionnelle, qui avait pour objectif fondamental la défense de la culture ancestrale et la perpétuation du régime politique de la tribu, survivra courageusement jusqu'à la fin du 19e siècle, quand l'Occident sonnera le réveil, même si la motivation des opérateurs était plus mercantile qu'humaniste. Mais il n'est pas sage de faire une fixation sur le ressort, sinon c'est toute l'histoire de notre espèce qu'il faut réécrire. Le plus sage est de considérer avant tout le résultat global et de privilégier la part la plus noble de l'action coloniale, qui reste fondamentalement le partage des avancées technologiques entre le nord et le sud et l'aide à l'insertion des pays en retard de développement et d'administration dans le concert des nations.

Force est même de reconnaître que les peuples noirs, tombés en esclavage, jusque dans leurs forces les plus vives, s'en sont tirés avec quelque bénéfice pour eux-mêmes et pour l'Occident. S'il n'y avait pas eu, en ces trois siècles obscurantistes, une élite soucieuse de perpétuer un art de vivre, par la danse, la musique, la sculp-

Médaille du chef de l'Etat



ture, la décoration, la littérature orale, avec un goût prononcé pour l'harmonie générée par la répétition (du même mouvement dans la danse, du même refrain dans la musique, de la même ligne dans la sculpture ...), nos musées occidentaux consacrés à l'Afrique noire, celui de Tervuren en tête, seraient vides. Or tout honnête homme tire un viscéral bonheur de ce legs de l'Afrique noire à l'humanité, consenti dans la douleur, comme s'il trouvait dans les arts

premiers, les bien-nommés, les plus lointaines racines de son espèce.

Après tout, à moins de nouvelles découvertes archéologiques, n'est-il pas établi que l'espèce humaine a pour berceau lointain l'Afrique centrale, de l'est comme de l'ouest ? En les suivant à la trace de par le monde, on a pu établir que c'est de là que se sont répandus sur la planète l'homo erectus, les hommes de Neandertal et ceux de Cro-Magnon.

Cette éducation ancestrale, plus diffuse que systématique, tient pourtant en peu de choses, pratiquement toutes étrangères à l'éducation moderne, telle qu'elle est pratiquée dans les classes de nos écoles au 19^e siècle. Faute d'écriture, mais non pas faute de sagesse. L'isolement des peuples noirs a eu au moins pour heureux effet d'avoir légué quasi intact le trésor d'une culture qui a évolué en marge des grands courants civilisateurs de l'Histoire. A ce titre ils méritent la reconnaissance de l'humanité.

Avant d'observer la naissance de l'école, rappelons brièvement les éléments constitutifs de l'éducation ancestrale, lesquels continueront à produire leurs effets bien au-delà de la fondation de l'EIC, ce qui explique la résistible émergence de l'école moderne et la difficile insertion dans le circuit socio-économique de l'Africain, libéré

non sans anxiété du poids de la tradition. La société négro-africaine d'alors était une société sans école, la vie au quotidien servant d'unique cadre éducatif. Education et enseignement formaient un tout, progressivement instillé à l'enfant et à l'adolescent. Les aptitudes (chasse, pêche, élevage, guerre pour les garçons et tenue du ménage pour les filles) se développaient au contact des adultes. L'histoire du clan s'apprenait autour du feu, lieu privilégié pour la consolidation du groupe, de génération en génération. L'initiation aux valeurs religieuses, morales, civiques et culturelles, propres au clan, était optimisée à l'âge de la puberté. Fables, contes, légendes, devinettes et proverbes tenaient lieu de matériel didactique. On ne savait pas en ces temps-là, sans complètement l'ignorer depuis la première tentative de christianisation au 16^e siècle, qu'un envahisseur venu d'ailleurs

“C'est dans la réussite de l'éducation que je vois le couronnement de la tâche entreprise par les nôtres.”

viendrait tout remettre en question et imposer un tout nouveau système d'enseignement.

Il tombe sous le sens que la période de l'AI (Association internationale africaine) et de l'EIC ne suffira pas pour fonder ce système cohérent et universel, surtout qu'il importait, pour combler le vide quasi absolu, de former sans délai des aides à la colonisation dans les domaines prioritaires qu'étaient l'artisanat, l'agriculture et l'administration, avec un public-source opérant loin de ses bases occidentales et un public-cible encore largement inconnu, dans sa psychologie, sa capacité d'assimilation, son goût pour l'innovation.

Sans le secours de la religion, protestante d'abord, catholique ensuite, comme on le démontre ci-après, c'eût été mission impossible. Pour quiconque prête attention aux vagissements de l'école coloniale, il saute aux yeux que les missionnaires se trouvaient dans l'incapacité de dissocier évangélisation et scolarisation.

Léopold II sera le premier à le comprendre, lui qui a écrit : “C'est dans la réussite de l'éducation que je vois le couronnement de la tâche entreprise par les nôtres”.

Par chance pour Léopold II, et plus encore pour les autochtones, des missionnaires de tous bords ne tarderont pas à emboîter le pas à Stanley. Les protestants seront les premiers sur le terrain, ce qui ne fut pas du goût du monarque, lequel craignait, non sans raison au regard de la littérature malveillante qu'ils inspireront, une influence grandissante du monde anglo-saxon.

Ci-contre la première église de la seconde christianisation (trois siècles après celle construite par les Jésuites à San Salvador). Construite en 1891 en bordure du fleuve à Ngaliema (entre Chanic et Utexco), elle a toujours pignon sur rue, toute modeste qu'elle fût. Connaissant l'ambition du maître des lieux



Première église de Léopoldville
“American Baptist Missionary to the Belgian Congo”
(Photos F. Hessel)



de doter la Belgique de terres d'expansion, aussi bien au plan social qu'économique, Léopold II ne tardera pas à mobiliser l'Eglise belge, et y parviendra, avec l'aide de Mgr Lavigerie, le Primat d'Alger, désireux au premier chef d'exterminer l'esclavage. L'ordre de Scheut en tête, sur la quasi-totalité du pays, répond massivement à l'appel royal. Les multiples ordres religieux qui s'impliqueront dans l'éducation du peuple congolais seront traités dans le chapitre 3, consacré à l'étape du Congo belge.

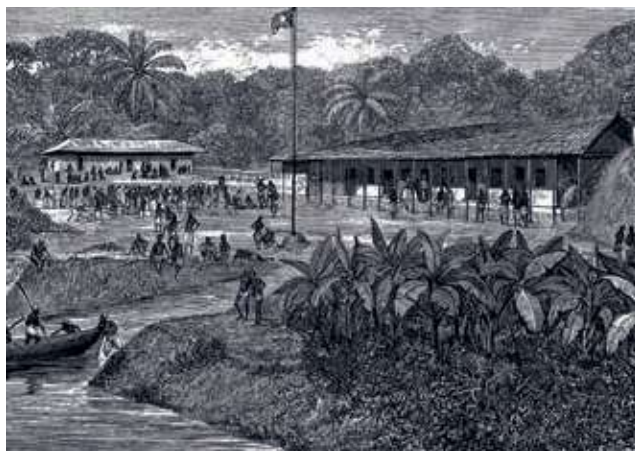
Quand on analyse les dessins que Stanley insère dans son volumineux récit (près de 700 pages) portant sur ses années au service de l'AIA, de 1879 à 1885, au terme de son second grand voyage transcontinental, d'ouest en est, à peine entrecoupé par un voyage en Europe, on ne trouve aucune trace d'une école, pas même d'une église, à l'instar des villages européens de l'époque. Dans les différentes stations que l'explorateur fondera (voir ci-contre de haut en bas : les stations de Vivi, de Léopoldville et de l'Equateur, suivies, comme toile de fond, d'une scène de palabre entre Stanley et un chef coutumier, et d'un instantané du travail de forçat qu'était la progression de la caravane, l'une et l'autre à Mpalanga) l'urgence était à la construction de bureaux pour la gestion du territoire, de maisons pour les agents (européens et africains) en charge de celle-ci (certaines maisons préfabriquées avant la lettre et acheminées par mer) et des ateliers pour l'entretien des équipements. Le mot d'ordre était de fonder ou de consolider les stations, d'ouvrir des routes pour les relier, de signer des traités, de faire le coup de feu en cas de besoin, surtout qu'au grand dam de l'explorateur beaucoup de travaux effectués lors du voyage précédent, de 1874 à 1878, dans le sens est-ouest, s'étaient à nouveau



Le poste de Vivi



Le poste de Léopoldville



Le poste de l'Equateur



Palabres à Mpalanga

fondus dans le paysage. On ne peut donc en aucune manière parler d'un plan d'action éducative pour les premiers lustres de l'EIC. Le terrain était abordé de manière empirique, par essais et erreurs. La problématique de l'adéquation des programmes aux besoins de la société, inhérente à toute formation, se posait en de tout autres termes que ceux qui prévaudront à l'époque du Congo belge, et à fortiori du Congo démocratique d'après l'Indépendance, où le Congolais sera seul face à son destin.

L'EIC se limita d'abord à mettre sur pied des colonies scolaires pour enfants sous sa tutelle, majoritairement repris ou rachetés aux esclavagistes, de santé plutôt précaire et peu coopératifs. Ces colonies scolaires, furent confiées d'abord à des officiers, en conformité avec leur principale finalité qui était avant tout de former des recrues pour la Force publique, mais aussi à des missionnaires comme celle de Boma confiée à un Frère des Ecoles chrétiennes de même que celle de Nouvelle-Anvers, confiée à un Scheutiste. Les décrets léopoldiens de 1890 et de 1892 règlent l'organisation de ces colonies : respect du principe de 500 enfants par établissement et nourriture, logement et habillement à charge de l'Etat. Une réforme intervint en 1894, par la scission en deux finalités, l'armée d'une part et la religion de l'autre.

L'aile militaire évoluera à Boma vers une école de candidats sous-officiers comptables. Vers la fin du siècle, les besoins en ouvriers pour la construction des postes l'emportera sur ceux de militaires.

C'est dans cette lointaine mesure, qui restera d'application grosso modo jusqu'à l'Indépendance, que prend racine la foi aveugle des parents congolais en l'Etat providence, qui hypothéquera lourdement le budget éducatif quand les écoles iront

se multipliant bien au-delà des capacités budgétaires de l'Etat. La véritable percée de l'école congolaise ne fut donc pas le fait de l'Etat mais de l'Eglise catholique. Celle-ci, ayant pris rapidement le relais de l'église protestante, assumera pleinement en cette lointaine période le leadership de l'enseignement au Congo, qu'elle gardera mutatis mutandis jusqu'à nos jours, par le biais de diverses conventions avec l'Etat. L'EIC, trop occupé ailleurs, laissa faire.

Il faudra cependant attendre le 26 mai 1906 pour que Léopold II signe à Bruxelles une convention avec le Saint-Siège, comprenant quatre articles relatifs à l'enseignement, au sens formel du terme. (Voir encadré ci-contre).

L'église catholique n'était pas choisie au hasard, mais sur base des preuves qu'elle avait déjà fournies en matière de formation sur le tas des autochtones. Puis il ne faut pas perdre de vue qu'en mobilisant l'église catholique, avec laquelle il y avait des liens bien belges, Léopold II limitait d'autant l'expansionnisme protestant et l'immixtion des autres pays.

Les deux parties y trouvèrent leur compte, les missionnaires pionniers ayant compris d'entrée de jeu que la moisson des âmes passerait par l'ensemencement des esprits. Dès leur arrivée, les hommes et les femmes de Dieu furent confrontés à une

pléthore d'enfants et d'adultes, échappés à l'ogre esclavagiste. En dépit de la précarité de leurs moyens et exténués qu'ils étaient de leur voyage pédestre vers leur lieu d'affectation, ces pionniers firent des miracles. Avant de penser à construire des églises, leur préoccupation alla aux plus nécessiteux, en offrant le gîte et le couvert à une population exténuée et déracinée, laquelle il est vrai les plaça dans la droite ligne de l'Evangile qu'ils étaient venus prêcher. Il apparut très vite qu'en dépit du décret de Léopold II d'assurer la tutelle de tous les naufragés des razzias esclavagistes, les rares centres d'accueil dont l'EIC disposait étaient loin de suffire. Aussi dès 1892 un second décret donna aux missions le droit d'accueillir les déplacés, à charge de donner à ceux-ci une éducation aussi professionnelle que possible. Dès 1894, les Sœurs de la Charité de Gand par exemple rejoignirent les Scheutistes à Mikalayi pour prendre en charge les filles.

Les premiers vagissements du système éducatif congolais n'en furent pas moins manifestes. Le Père De Clercq écrit en 1894 : "Que voulons-nous faire de ces enfants ? Nous voulons en faire des chrétiens instruits et laborieux. A cet effet notre plan d'éducation comprend l'enseignement de la religion au point de vue théorique et pratique, l'enseignement des sciences humaines, l'apprentissage

des arts et métiers." Bref, tous les ingrédients d'une bonne école de base sont présents. Il ajoute, ce qui peut faire sourire aujourd'hui : "Craignant de tomber dans le surmenage scolaire, nous ne donnons que deux heures et demie de classe par jour. C'est pendant ces classes que nous leur apprenons à connaître la religion... , l'écriture, la lecture, le calcul, l'astronomie, la géographie, le français (voir photo relative à la 'kalasa ka français', datée de 1910), le chant et enfin la politesse." Par l'exemple de Mikalayi, qui fit des émules dans tout le pays, on ne saurait donner à tous ceux qui s'obstinent à réduire la colonisation à une vaste entreprise d'exploitation, meilleure preuve du caractère civilisateur de celle-ci.

Au plan des nombres, en décembre 1894, l'école des garçons de Mikalayi comptait 120 élèves, et l'école des filles presque autant. Comme la première école naquit sous la contrainte, et avec des enfants étrangers au milieu coutumier, on peut imaginer facilement que l'enthousiasme n'était pas grand. A cela s'ajouta que les parents libres, appartenant au milieu coutumier, hésitèrent à

"Vous avez répandu la lumière de la science sur ce que vous avez si bien surnommé le 'Continent mystérieux'. Non seulement vous avez ouvert à nos regards un nouveau continent, mais vous avez donné aux idées scientifiques et philanthropiques une impulsion qui influera sensiblement sur le progrès humain".

Prophétie de Gambetta, éminent homme d'Etat français, datée de 1878, parlant des explorateurs de l'Afrique subsaharienne.

Les quatre articles de la Convention de 1906 avec le Saint-Siège

- 1 L'EIC s'engage à donner à chaque poste de mission une concession gratuite et perpétuelle de 100 ou 200 hectares.
- 2 Chaque mission s'engage, dans la mesure de ses ressources, à créer une école où les indigènes recevront l'instruction. Le programme comportera notamment un enseignement agricole et d'agronomie forestière et un enseignement pratique des métiers manuels.
- 3 Le programme des cours sera soumis au Gouverneur général et les branches à enseigner seront fixées d'un commun accord.
- 4 Il sera fait périodiquement un rapport au Gouverneur général sur l'organisation et le développement des écoles, le nombre des élèves, l'avancement des études... Le Gouverneur général par lui-même ou un délégué pourra s'assurer que les écoles répondent à toutes les conditions d'hygiène et de salubrité.



Epique traversée de Mpalanga

envoyer leurs garçons à cette école 'étrangère', et encore davantage à leur confier leurs filles. Il fallut toute la foi des missionnaires pour la faire accepter, et toute l'obstination des éducateurs pour la faire progresser.

Ajoutons enfin, réalisme belge oblige, que l'ouverture des premières classes alla de pair avec la mise en chantier des premiers manuels. Dès 1892, Van Eetvelde, premier collaborateur de Léopold II en administration de l'EIC, écrit : "Tout en réservant le principe de la liberté de l'enseignement, je suis d'avis que le gouvernement n'a pas intérêt en ce moment à s'ingérer dans l'organisation des écoles, où les missionnaires donnent l'éducation aux jeunes noirs."

Pour que la perception de l'éducation au temps de l'EIC soit aussi précise que possible, au regard des textes parvenus jusqu'à nous, ajoutons que l'effort éducatif de l'église était entièrement à charge des missions elles-mêmes. Aucune obligation légale ne contraignait les missions à s'y consacrer. L'EIC se contentait d'apprécier le travail, tout en consentant un modeste subside global aux œuvres missionnaires dans toutes leurs composantes. Ce dernier était de 10.000 francs en 1896. Il sera doublé en 1897.

Il y eut même au début des années nonante des essais de formation professionnelle des autochtones en Belgique même. Les Pères Blancs avaient un programme pour l'ensemble des pays qu'ils desservaient. Une tentative avait déjà été tentée à l'île de Malte en 1880.

L'abbé Van Impe de Gijzegem et un Scheutiste réussirent à faire venir en Belgique une vingtaine de Congolais, dont une dizaine de filles confiées à des institutions de Soeurs, mais l'aventure ne dépassa pas 1899. La seconde tentative de formation

Ma théorie des 5 M

au contenu variant avec les niveaux d'enseignement, ayant l'apprenant comme cible et conçue comme moyen mnémotechnique

M comme Matières Ensemble de ce que l'on appelle communément les programmes

M comme Méthodes Ensemble des voies empruntées par les enseignants, généralement acquises à l'école normale

M comme Maîtres Ensemble des enseignants, dont le bagage varie selon le niveau opérationnel

M comme Moyens Ensemble des moyens à la disposition des interventions, comprenant les manuels, le matériel didactique, l'informatique et le budget

M comme Milieu Lieu de convergence de l'enseignement, comprenant la famille, l'école et la classe, le chemin de l'école et la rue, les services sociaux à vocation pédagogique.

à l'extérieur, après celle tentée par les Portugais trois siècles plus tôt, resta sans lendemain immédiat.

En 1907 les supérieurs des Congrégations se réunirent pour la première fois à Léopoldville, pour un premier bilan, un échange d'expériences au niveau national et surtout la mise au point d'une stratégie commune pour les écoles implantées sur les terres données en concession par l'EIC. Il est à noter que les écoles de village, les écoles rurales..., apanage exclusif des missionnaires, n'étaient pas concernées.

Les assises de Léopoldville accouchèrent d'une première structure scolaire à trois classes :

- classe inférieure : premiers éléments de lecture, d'écriture et de calcul en langue indigène ;
- classe moyenne : lecture et écriture en langue du pays ; premières notions de géographie, de calcul et de français ;
- classe supérieure : lecture courante (grammaire et orthographe du français), géographie, rudiments d'histoire, quatre opérations fondamentales en calcul.

Ces assises pédagogiques, regroupant les ténors de l'effort pédagogique initial, tels que les Jésuites à l'ouest, les Pères Blancs à l'est, en sus des Scheutistes se réservant la part du lion, firent prendre conscience à l'autorité catholique qu'elle accusait du retard par rapport à l'école protestante, bien décidée d'essaimer à l'intérieur du vaste pays en construction, après avoir créé sa grande base à Kimpees dans le Bas-Congo.

L'idée germa de créer au plus vite des écoles spéciales, école de catéchistes pour les besoins de la religion, écoles de formateurs capables de seconder les missionnaires dans les tâches

éducatives, écoles de commis-comptables dont les sociétés commerciales avaient le plus urgent besoin.

Pour l'heure, seul l'enseignement protestant était capable de répondre à la demande. Ces écoles de niveau post-primaire, hors convention avec le Saint-Siège, reçurent le nom d'écoles centrales et recrutèrent parmi les meilleurs éléments de l'école primaire à trois classes. A Mikalayi par exemple fonctionna pendant quelques années une école centrale d'instituteurs et de comptables.

Le coût de toute l'entreprise dépassa rapidement la capacité financière de la mission africaine. L'église de Belgique ne tardera pas à être appelée à la rescousse. Et l'apport des œuvres missionnaires, née de ce besoin manifeste, connaîtra rapidement un essor extraordinaire. Si la conférence des supérieurs ecclésiastiques fut tentée un moment de faire appel au budget de l'EIC, elle s'en abstint par peur de perdre ses prérogatives.

Pour être tout à fait complet, il faut ajouter à ce premier tableau, en sus des écoles officielles financées par l'EIC, en sus des écoles libres construites par les deux grands protagonistes que furent les protestants et les catholiques, les centres de formation des sociétés minières et industrielles elles-mêmes, mis sur pied pour répondre à des besoins techniques spécifiques. L'EIC ira même jusqu'à créer une école des fils de chefs, afin de vaincre les résistances à la modernité et faire de ceux-ci des alliés dans la lutte pour la formation du plus grand nombre.

Il ressort d'une étude, parue dans l'Illustration congolaise en 1936, que pour le seul enseignement catholique on compte vers la fin de l'EIC : 3 écoles secondaires, dont un grand et un petit séminaire, dirigées par les Pères Blancs,

112 écoles primaires (75 déjà en 1904), 440 écoles élémentaires, 21 orphelinats, 22 ateliers, totalisant 15.700 enfants. Ces nombres seuls devraient réduire au silence tous les détracteurs de l'œuvre de Léopold II au cœur de l'Afrique noire, et faire réfléchir les historiens toujours prompts à réduire la colonisation à une vulgaire exploitation.

Et c'est au plus intense de son effort de développement que l'EIC sera amené à céder le flambeau à l'Etat belge, pour une autre aventure pédagogique, laquelle fera l'objet du chapitre 3.

Pour empirique qu'elle fût, l'aventure scolaire de l'EIC ne manqua pas de grandeur. Toute la théorie des 5M (voir page 18), toujours d'actualité en notre 21e siècle, connut un moment de grande créativité,

puisqu'il était à faire. Rarement dans l'histoire des peuples défaits ne se posa aux éducateurs avec autant de force et n'engendra autant d'enthousiasme.

■ Fernand Hessel

Sources bibliographiques

- Henry M. Stanley, *Cinq années au Congo – 1879-1885 – Voyages, explorations, Fondation de l'Etat libre du Congo*, Bruxelles, ING, 120 gravures sur bois, 4 cartes en couleur, carte murale dressée par Stanley, s.d., 700 pages, dédié à Léopold II
- James L. Newman, *Stanley, Entre couronne et empire*, Editions Luc Pire, 2006, 400 pages
- E. Mendioux, *Histoire du Congo, des Origines à Stanley*, Ch. Desart, Bruxelles, s.d., 248 pages
- Michel Massoz, *Le Congo de Léopold II, Récit historique*, Editeur Massoz, 1989, 640 pages
- *Le Congo belge*, Tome I, INFORCONGO, 1958, 536 pages

Pour empirique qu'elle fût, l'aventure scolaire de l'EIC ne manqua pas de grandeur.

- Andoche BAVUIDINSI MATONDO, *Le Système scolaire au Congo-Kinsbasa, de la centralisation bureaucratique à l'autonomie des services*, L'Harmattan, 2012, 316 pages
- Joseph VAN KEERBERGEN, *Histoire de l'Enseignement catholique au Kasayi, 1891-1947*, Editions de l'Archidiocèse de Kananga, 1985, 276 pages
- Guido De Weerd, *L'Etat indépendant du Congo, A la recherche de la vérité historique*, Editions Dynamédia, 2015, 456 pages
- Note sur l'enseignement par J. Vanhove, datée de 1962, 25 pages
- Numéro spécial consacré à l'enseignement in Problèmes d'Afrique centrale, Bulletin de l'Association des Anciens étudiants de l'UNITOM, n°32
- Isidore Ndaywel è Nziem, *Histoire générale du Congo, De l'héritage ancien à la République démocratique*, Duculot, 1998
- L'illustration congolaise n°183 (01.12.1936), Enseignement, sur recommandation d'André Scho-rochhoff



Mission catholique de Mikalayi au Kasai vers 1910 : entrée en "kalasa ka français"